



Guillaume BLANCHARD
Bernard DERANQUE
Michel FILOCHE
Laurent GODRET
Benoît LEROY
Jean Pierre VOGEL
Experts comptables associés
Commissaires aux comptes

SYNDICAT NATIONAL DES NOTAIRES

Siège social :
73, boulevard Malesherbes
75008 PARIS

**Attestation du commissaire aux comptes relative au rapport annuel
visé à l'article L. 2135-16 du code du travail pour l'année civile 2020**

SYNDICAT NATIONAL DES NOTAIRES

**Siège social :
73, boulevard Malesherbes
75008 PARIS**

Attestation du commissaire aux comptes relative au rapport annuel visé à l'article L. 2135-16 du code du travail pour l'année civile 2020

Au Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes du Syndicat National des Notaires et en réponse à votre demande formulée dans le cadre de l'application de l'article 8 du règlement financier de l'AGFPN, nous avons établi la présente attestation sur les informations figurant dans le rapport ci-joint, prévu par l'article L. 2135-16 du code du travail.

Ces informations ont été établies sous votre responsabilité à partir des livres comptables ayant servi à la préparation des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Il nous appartient d'attester les informations figurant dans ce rapport, dès lors qu'elles sont prévues par le règlement de gestion et d'attribution des fonds de l'AGFPN.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, à :

- Vérifier que toutes les informations requises par l'article 8 figurent dans le rapport ;
- Vérifier la concordance des montants mentionnés au titre des financements octroyés par l'AGFPN ;
- Vérifier que le montant des charges affectées à chacune des missions prévues à l'article L. 2135-11 du code du travail, concorde avec les comptes annuels, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier le bien-fondé des affectations ;
- Vérifier la conformité des données relatives aux conventions de financement avec lesdites conventions ;
- Apprécier la présentation sincère des informations figurant dans le rapport, à l'exclusion de celles non requises par le règlement de gestion et d'attribution des fonds de l'AGFPN.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations figurant dans le rapport joint.

Fait à Le Mans, le 21 Juin 2021

Le Commissaire aux Comptes

SA ALTEXA



Bernard DERANQUE



RAPPORT ANNUEL A L'AGFPN DU SYNDICAT NATIONAL DES NOTAIRES

Table des matières

I – Attestation sur l'honneur du Président relative à l'utilisation des fonds versés par l'AGFPN.....	2
II - Fonds octroyés par l'AGFPN.....	2
III - Destination des fonds.....	2
A. – Ventôse et Ventôse Express - année 2020.....	3
B. – Les outils nécessaires aux articles et réponses sociales aux adhérents	4
C. – Les réunions avec les représentants des syndicats de salariés	5
D. – Les frais de mission	5
E. – Synthèse	5
IV - Annexes.....	6
1 Attestation du président	6
2 Exemple d'un article portant sur le télétravail (Ventôse 4-2020)	8
3. un exemple de « Brèves Sociales » : le délai de carence entre un CDD de remplacement et un CDD de professionnalisation a été supprimé dans le notariat (Ventôse 3-2020).....	11

I – Attestation sur l'honneur du Président relative à l'utilisation des fonds versés par l'AGFPN

Cf Annexe 1

II - Fonds octroyés par l'AGFPN

La synthèse des fonds versés par vos services est la suivante :

Acomptes	montant	Date versement
4ème acompte 2019	1 190 €	28 janvier 2020
Solde 2019	1 452 €	29 mai 2020
1 ^{er} acompte 2020	848 €	22 juillet 2020
2ème acompte 2020	1 397 €	29 septembre 2020
3ème acompte 2020	1 397 €	3 décembre 2020
4ème acompte 2020	1 347 €	29 janvier 2021

Soit en 2020, la somme perçue de **6 284 €** au crédit du compte 7584 (Fonds pour le financement du dialogue social) et au débit du compte **515** (CDC).

De ces montants encaissés, la somme de **1 190 €** (4ème acompte) doit être retranchée car il s'agit de l'extourne du produit à recevoir constaté au titre de 2019.

Il en résulte un montant de **5 094€** inscrit au compte de résultat 2020.

III - Destination des fonds

Avant même d'être reconnu représentatif par le Ministère du Travail en 2012, le Syndicat National des Notaires (SNN) participait de longue date aux réunions paritaires de la profession (Caisse de Retraite et de Prévoyance des clercs et employés de notaires « **CRPCEN** », Comité mixte) et œuvrait au renforcement des liens entre syndicats de salariés et patronat dans la branche « Notaires ».

Nous avons actuellement 4 administrateurs représentant le SNN qui siègent au Conseil d'Administration de la **CRPCEN** (Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires) et 2 à la **Commission paritaire**, chargée de l'évolution de la Convention collective, 3 à l'**OPCO-EP** en charge des formations des salariés du notariat (dont le Président de la section OPM – officier Public Ministériel).

Les réunions de la Commission paritaire ont abouti aux accords suivants pour l'année 2020 :

Accord de branche du 17 septembre 2020 relatif au financement des syndicats

Avenant N° 40 à la convention collective du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2020 relatif à l'accord de salaire : clause de sauvegarde.

Avenant rectificatif à l'avenant N°1 à l'accord de branche du 11 juillet 2019 relatif à l'intéressement dans la branche du notariat, du 20 février 2020.

Avenant N°1 à l'accord de branche du 11 juillet 2019 relatif à l'intéressement dans la branche du notariat, du 23 janvier 2020.

Avenant N°39 à la convention collective du notariat du 8 juin 2001 relatif au notaire salarié du 23 janvier 2020.

Le coût de ces réunions est pris en charge intégralement par la CRPCEN, le Conseil supérieur du Notariat et OPCO-EP. Les différentes étapes sont toujours préparées par ces administrateurs avec l'aide technique du secrétariat du SNN, toujours composé de 2 postes, l'un à temps plein et le 2d, à 3/5ème.

Mais comment évoquer l'année 2020 sans aborder la pandémie liée au Covid19 et ses conséquences pour le notariat ?

Toutes les réunions habituellement tenues en présentiel l'ont été en visio-conférences, les dates des congrès et autres événements du notariat ont été décalées en 2021, voire 2022 et si le personnel du SNN a pu continuer à travailler en distanciel (sans aucun jour de chômage partiel), il n'en n'a pas été de même pour tous les partenaires et fournisseurs du Syndicat. Ainsi la crise sanitaire a bouleversé les plannings et le SNN n'a pas encore réussi à rattraper le retard de parution de sa Revue « Ventôse ».

A. – Ventôse et Ventôse Express - année 2020

Ventôse est intégralement financé par le SNN et envoyé à ses abonnés ainsi qu'à tous les notaires récemment nommés.

Compte tenu de l'augmentation du nombre de notaires en application de la loi Croissance (le Conseil Supérieur du notariat a pu constater une augmentation de 40% du nombre d'offices entre 2017 et 2020), les organes de direction du Syndicat ont décidé à l'été 2020 de réduire de 3 à 2 numéros gratuits par notaire nouvellement nommé.

Comme tous les ans, plusieurs articles parus dans Ventôse en 2020, ont été consacrés au dialogue social : un article du Président de FGCEC-FO relatif à la formation a été publié dans Ventôse 1-2020, 3 pages ont été consacrées à la nature juridique des 4% CRPCEN toujours dans ce même numéro ... et toujours les « brèves sociales » rédigées par un membre du Comité directeur.

Ce sont 32,5 pages sur les 140 pages des 6 numéros annuels de Ventôse qui ont été consacrées au paritarisme avec 11,5 pages pour le dernier numéro de 2019 (le dernier numéro de l'année N-1 paraît toujours au premier trimestre de l'année N), 8 pages pour le numéro 1-2020, 7 pages pour le numéro 3, plus de 6 pages pour le numéro 4.

On peut donc en conclure que **les articles concernant le dialogue social** (CRPCEN, formation, télé travail) **représentent en 2020 23.2% de Ventôse**

Parallèlement, chaque numéro nécessite une ou plusieurs réunions préparatoires de 4h chacune.

En plus des factures de fabrication et de routage de Ventôse, on peut estimer le temps de travail du SNN à 2 heures par article sur ce thème (travail avec la maquettiste, relecture des articles, liaison avec l'imprimeur...)

Enfin les salariés du Syndicat - étant également des juristes - ont rédigé des articles : 3 pages sur la construction de la représentativité patronale dans le notariat (Ventôse 6 2019), 3 pages au sujet de la nature juridique des 4% CRPCEN dans le numéro 1-2020, 6 pages sur le retour du travail en présentiel dans le numéro 3-2020, 6 pages « à propos du télétravail » dans le numéro 4-2020. Chacun de ces articles ont nécessité plus de 10 heures de travail entre la recherche documentaire et la rédaction elle-même.

VENTÔSE	Nbre d'heures	Coût horaire	montant
Réunions préparatoires	(42*18.2%) 8	38,54 €	308,32
Rédaction de 4 articles	(10*4) 40	38.54 €	1 541,6€
Coût préalable à l'édition de Ventôse		1 849.92 €	

VENTÔSE	Coût moyen fabrication et routage de la revue sur 2020 (HT)	Coût ramené à la page	Coût pour les 32 pages
Ventôse coût fabrication et routage (140 pages sur les 6 numéros)	30 693	219.23	7 015.36€
Coût préalable			1 849.92 €

D'où un montant pour Ventôse arrondi à	8 865 €
--	----------------

Durant l'année 2020, les Ventôse Express et autres « Flash » adressés numériquement à tous les notaires de France ont été consacrés à la communication des actions du syndicat pendant le premier confinement (lettres à différents ministres, proposition de coaching pour aider les notaires pendant cette période...) Seul un envoi concerne le calcul du 13^{ème} mois pendant le confinement. Cet envoi étant très court, son coût est non significatif et ne fait donc pas partie de ce rapport.

B. - Les outils nécessaires aux articles et réponses sociales aux adhérents

Un syndicat permet de répondre aux questions de ses adhérents. Une partie de questions relève du paritarisme. Pour que le Syndicat puisse y répondre, il est abonné depuis de longues années aux « Liaisons sociales » éditées par Wolters Kluwer.

Cette documentation permet également la publication des « Brèves sociales » dans Ventôse. Son coût annuel, pour l'année 2020, est de **1 115 €**.

Afin de permettre le télétravail, le Syndicat a changé son informatique et sa téléphonie, s'est doté d'outils de visio-conférences et autres logiciels. La part d'utilisation de ces outils pour le dialogue social étant difficile à cerner, nous avons souhaité ne pas l'intégrer dans ce rapport.

C. - Les réunions avec les représentants des syndicats de salariés

Conséquences de la pandémie, il n'y a eu aucun rendez-vous en présentiel avec les représentants des syndicats de salariés du Notariat, et donc aucun remboursement de frais à ce titre. Deux réunions ont eu lieu en présentiel pour la CCPNI mais les frais afférents sont pris en charge par le Conseil supérieur du notariat.

D. - Les frais de mission

Le travail des administrateurs pour le compte du SNN est effectué bénévolement, ainsi leur frais de mission ne couvrent pas le temps passé en dehors de leurs offices, pour les travaux ou lors de mission demandées par le président du Syndicat. Une enveloppe de 10 000€ votée par le Conseil d'administration, a pour vocation de participer aux frais nécessaires lors des missions des administrateurs pour le compte du SNN.

Compte tenu de la situation sanitaire de 2020 et de ses conséquences sur les finances du Syndicat, les dirigeants du SNN ont décidé de suspendre cette enveloppe en 2020. Il n'y a donc eu aucune participation de frais au titre du paritarisme en 2020.

E. - Synthèse

Ainsi, au moins 9 980€ ont été dépensé au titre de l'année 2020 au titre du paritarisme.

En tant qu'**Organisation professionnelle d'employeur** (OP), le Syndicat National des Notaires est représentatif au niveau de la Branche « Notaires », entre donc dans la catégorie 5 du Guide pratique de l'AGFPN et est donc concerné par la mission N°1.

.Missions d'Intérêts	Montant des charges 2020 directement imputable à la mission	Quote-part de charges générales retenue au titre de l'exercice 2020
Mission N° 1 art L2135-11 1	9 980 €	Non significatif

IV - Annexes

1 Attestation du président



NOTAIRES DE FRANCE
SYNDICAT NATIONAL DES NOTAIRES

73, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

Président

Paris, le 2 juin 2021

Objet : Attestation sur l'Honneur
Fonds reçus de l'AGFPN

Je soussigné, Maître Olivier Combe-Laboissière, notaire à Portes lès Valence dans la Drôme et Président du Syndicat National des Notaires, dont le siège est au 73 boulevard Malesherbes à Paris (75008)

ATTESTE sur l'honneur

Que les fonds perçus de l'AGFPN (Association de gestion du fonds paritaire national) ont bien été utilisés à leur destination prévue par l'article L 2135-11 du code du travail

Olivier Combe-Laboissière
Président du SNN

Téléphone : 01 43 87 96 70

e-mail : secretariat@syndicat-notaires.org - site Internet : www.syndicat-notaires.org

Syndicat créé en 1949 - Immatriculé à Paris sous le n° 10.951 - N° SIRET : 7840551810029 - TVA FR 587840551810029

2 Exemple d'un article portant sur le télétravail (Ventôse 4-2020)



S.A. ALTEXA
Commissaire aux comptes
4 Cour Evénement Jules Maey - 72000 LE MANS
Tél 02 43 43 62 62 - Fax 02 43 43 62 79
e-mail : lemans@altexa.fr

TÉLÉTRAVAIL ET NOTARIAT
TÉLÉTRAVAIL ET LIEN DE SUBORDINATION
TÉLÉTRAVAIL ET RISQUES PSYCHOSOCIAUX
TÉLÉTRAVAIL ET MANAGEMENT
TÉLÉTRAVAIL ET ACCIDENT DU TRAVAIL

LE TÉLÉTRAVAIL : GRANDEUR ET SERVITUDES
DANS LA JOIE SYNDICALE

■ ACTUELLE SYNDICALE ■

1

TÉLÉTRAVAIL ET NOTARIAT

Le télétravail désigne les situations d'exécution des tâches professionnelles à distance, c'est-à-dire hors des locaux de l'entreprise, par une personne travaillant pour une entreprise. Les conditions de travail sont alors définies par le contrat de travail et les conventions collectives. Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

DOSSIER TÉLÉTRAVAIL

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

■ ACTUELLE SYNDICALE ■

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.



DOSSIER TÉLÉTRAVAIL

TÉLÉTRAVAIL ET LIEN DE SUBORDINATION

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

■ ACTUELLE SYNDICALE ■

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

Le télétravail est une modalité de travail qui permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Il est régi par le décret n° 1057 du 10 septembre 2017 et le décret n° 1058 du 10 septembre 2017.

13 VENTÔSE III - 2020

VENTÔSE III - 2020 11

5

TÉLÉTRAVAIL ET ACCIDENT DU TRAVAIL

Il ne faut pas dire que le télétravail remet en cause un certain nombre de dispositions du Code du travail, en particulier celles qui établissent un lien entre lieu et temps de travail.

Le télétravail abaisse en une visibilité des garanties du travail et met en cause partiellement le lien entre le lieu et le temps de travail. Mais en fait, le télétravail est le fruit de deux droits de l'employeur : le droit de diriger et le droit de sanctionner. Mais en fait, le télétravail est le fruit de deux droits de l'employeur : le droit de diriger et le droit de sanctionner.

Chaque fois, cependant, l'employeur est responsable de la protection de la santé et de la sécurité personnelle du travailleur et du télétravailleur. Il ne peut en aucun cas se décharger de cette responsabilité.

Les modalités de contrôle et de reporting doivent être adaptées à des situations de travail très différentes. Il faut souligner l'importance de l'accident du travail. Monique Poirier a été amenée à décrire un cas de travail à domicile. A la fin de ce cas, les entreprises peuvent être amenées à se poser des questions sur la responsabilité des entreprises et de leurs dirigeants. Les thèmes peuvent être les suivants : la responsabilité des entreprises et de leurs dirigeants, la responsabilité des entreprises et de leurs dirigeants, la responsabilité des entreprises et de leurs dirigeants.



DOSSIER TÉLÉTRAVAIL

VENTOISE 04 • 2020

DOSSIER TÉLÉTRAVAIL

En conclusion



Pour conclure, le SNN a lancé un sondage auprès des membres adhérents, et le retour principal de ce sondage est que les éléments cités, est que la plupart des salariés du secteur souhaitent travailler en « présentiel » au sein des entreprises, pour des raisons d'organisation, de sécurité, de contacts avec les clients ou les fournisseurs. Si la mission du SNN, Elisabeth Borne a pu « marquer » en novembre que « le télétravail n'est pas facultatif », sans jamais dire qu'il est obligatoire, elle a pu marquer les réalités de la situation. On appellera cependant que l'obligation de sécurité qui pèse sur l'employeur est une obligation de résultat et qu'en l'absence de directives dans le gouvernement, c'est la responsabilité pénale du fait d'une commission qui pourrait être retenue (avec une délicate mise en cause du lien de causalité entre travail et contamination). François Asselineau, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), pouvait constater d'ailleurs récemment que « de plus en plus de salariés demandent à revenir travailler », ce que nous avons vu dans le rapport. Les employeurs seront alors amenés à un contrôle et à un respect des mesures barrières « contre le Covid, de manière renforcée ».

VENTOISE 04 • 2020

- un exemple de « Brèves Sociales » : le délai de carence entre un CDD de remplacement et un CDD de professionnalisation a été supprimé dans le notariat (Ventôse 3-2020)

DROIT DU TRAVAIL



Stock © Tera Vector

Le délai de carence entre un CDD de remplacement et un CDD de professionnalisation a été supprimé pour le notariat

Un accord du 15 mai 2020 organise le déroulement des contrats à durée déterminée lorsqu'un de ces contrats est un contrat de professionnalisation.

Le principe est qu'à la fin du CDD d'un salarié de l'entreprise on ne peut avoir recours à un autre CDD ni à un contrat de travail temporaire et ce avant l'expiration d'un délai de carence qui est calculé en fonction de la durée du contrat initial.

Pour autant, le délai de carence peut être aménagé dans un accord de branche.

Le notariat, afin de répondre au besoin d'emploi des offices et afin de faciliter l'intégration du salarié en formation, a écarté dans certains cas l'application du délai de carence.

L'accord conclu entre le CSN et le SNN, organisations professionnelles d'employeurs, d'une part, et les fédérations CFE-CGT, CFTC et FO d'autre part est en cours d'extension.

Le délai de carence alors ne s'appliquera pas lorsqu'un CDD de professionnalisation est immédiatement précédé et/ou suivi d'un CDD conclu pour le remplacement d'un salarié ou au titre d'un accroissement temporaire de l'activité de l'office.

Mais il faut préciser que la suppression du délai de carence n'aura pas pour objet de suppléer durablement un emploi lié à l'activité normale de l'office.

Il devra être justifié par des raisons objectives de fonctionnement.

VENTÔSE 03 • 2020 29

